



FERMETURE PARTIELLE DES URGENCES DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE : L'ÉTAT ABANDONNE ENCORE NOS TERRITOIRES RURAUX

COMMUNIQUÉ DE SANDRINE CHADOURNE

CONSEILLÈRE RÉGIONALE DE NOUVELLE-AQUITAINE
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE CASTILLON-LA-BATAILLE.

Le Centre Hospitalier de Sainte-Foy-la-Grande annonce une nouvelle dégradation du fonctionnement de ses urgences en raison du manque de médecins. Désormais, les habitants du Pays Foyen doivent appeler le 15 avant même de pouvoir accéder au service des urgences.

Cette situation est inacceptable.

Une fois encore, **les territoires ruraux paient le prix de décennies de mauvaise gestion** de l'hôpital public, des politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs et du mépris envers nos campagnes.

Depuis des années, élus locaux, soignants et usagers alertent sur l'effondrement progressif de notre système de santé : **manque de médecins, fermeture de lits, surcharge des personnels hospitaliers**, épuisement des soignants et abandon des hôpitaux de proximité.

Aujourd'hui, ce sont les urgences de Sainte-Foy-la-Grande qui sont fragilisées, mettant directement en danger l'accès aux soins de milliers d'habitants.

Comment accepter qu'une personne âgée, une famille ou une victime d'accident doive attendre une validation téléphonique avant d'être prise en charge ?

Cette organisation dégradée n'est pas une fatalité : elle est le résultat de choix politiques.

L'Agence Régionale de Santé et les gouvernements successifs **portent une lourde responsabilité dans cette casse méthodique de l'hôpital public**. Pendant que des millions sont dépensés dans des projets éloignés des préoccupations des Français, nos services d'urgence ferment les uns après les autres.

J'apporte tout mon soutien :

- aux personnels hospitaliers qui travaillent dans des conditions devenues intolérables ;
- aux habitants du Pays Foyen qui subissent cette situation.

Nous demandons immédiatement :

- le maintien d'un service d'urgences pleinement opérationnel à Sainte-Foy-la-Grande ;
- un plan d'urgence de recrutement médical ;
- des moyens supplémentaires pour les hôpitaux ruraux ;
- une véritable politique de défense de l'hôpital public de proximité.

La santé des Français ne doit pas dépendre de leur code postal.

Il est temps que l'État cesse d'abandonner nos campagnes et redonne aux hôpitaux ruraux les moyens de fonctionner dignement